le projet régional de l'enseignement agricole des Pays de la Loire
PREA 2018 >> 2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ENSEIGNEMENT AGRICOLE 100% nature
FORMATIONS AUX MÉTIERS DE L'AGRICULTURE, DE LA FORÊT, DE LA NATURE ET DES TERRITOIRES

La mission de coopération internationale de l'enseignement agricole ligérien

Année scolaire 2017-2018

RÉTROSPECTIVE

Le
projet régional de
l'enseignement agricole
des Pays de la Loire
PREA
2018 >> 2022

Avant-propos de Philippe Nénon, chef du service régional Formation et Développement des Pays de la Loire

Si la réalisation d'une rétrospective annuelle de la mission de coopération internationale de l'enseignement agricole des Pays de la Loire est un exercice habituel pour la DRAAF, celle concernant cette année scolaire 2017-2018 est importante à plus d'un titre.

En premier lieu, si nous avions déjà évoqué cet événement lors de la précédente rétrospective, rappelons que 2017 fut l'année des 30 ans d'Erasmus+. L'année scolaire s'est donc ouverte dans cet esprit d'ouverture et de rencontre, qui est un principe fondateur du programme européen. Et comme nous le verrons, l'enseignement agricole ligérien a répondu présent à cet important rendez-vous.

Ensuite, 2017-2018 a vu une vraie montée en puissance d'un projet particulièrement cher aux actrices et acteurs de l'enseignement agricole des Pays de la Loire, à savoir le partenariat avec France Volontaires et l'accueil de jeunes volontaires étrangers en service civique international au sein des établissements d'enseignement publics et privés. C'est ainsi que l'action s'est largement ouverte vers le Bénin. Nous constaterons que les forts partenariats auparavant existants sur le territoire régional avec ce pays ont beaucoup contribué à la concrétisation de ces nouveaux projets d'accueils.

Notons aussi que la DRAAF, en binôme avec la DAREIC du Rectorat de l'académie de Nantes, a été très engagée dans le processus de naissance du réseau régional multi-acteurs (RRMA) voulu par le Conseil régional. Comme nous le comprendrons, ce très large réseau a pour vocation de constituer un nouvel espace de dialogue et d'échange pour les actrices et acteurs de la solidarité internationale en Pays de la Loire.

Enfin, et surtout, cette année scolaire 2017-2018 a été un intense moment de réflexion dans la perspective de notre nouveau projet régional de l'enseignement agricole (PREA) 2018-2022, dans le cadre duquel les dimensions coopération internationale et relations européennes seront de nouveau bien présentes. En outre, je suis persuadé que le PREA doit être, aussi, un outil au service de la valorisation des actions des établissements publics et privés d'enseignement agricole. Car celles-ci sont menées à bien par des équipes expertes et ambitieuses dans leur volonté de rencontre et d'ouverture – sans oublier bien sûr le rôle essentiel des apprenant(e)s –, qui rendent aujourd'hui évidente l'affirmation de l'enseignement agricole comme un acteur incontournable de la dynamique de coopération internationale en Pays de la Loire.

Bonne lecture…

L'enseignement agricole ligérien et le Bénin : des liens de plus en plus forts

À l'occasion de notre rétrospective précédente, dans l'article sur l'action des établissements en Afrique francophone, nous avions évoqué le partenariat existant depuis maintenant de longues années entre le lycée agricole de Château-Gontier (53) et ses partenaires béninois, notamment CREDI-ONG (Centre régional de recherche et d'éducation pour un développement intégré). La dimension protection de l'environnement prend aussi une part importante dans ce partenariat et, en ce sens, le lycée a réussi à y intégrer un acteur important de son territoire, le Refuge de l'Arche, centre de sauvegarde spécialisé dans l'accueil des animaux blessés ou abandonnés. Par ailleurs, contrairement à l'année dernière, cette année scolaire n'a pas vu la réalisation de mobilité collective d'apprenant(e)s à destination du Bénin. En revanche, les personnels du lycée experts en pisciculture (le directeur d'atelier technologique et une enseignante) sont retournés à Cotonou, dans le cadre d'une nouvelle sollicitation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), afin de continuer leur mission autour de la maîtrise des techniques de production en vue de l'amélioration de la compétitivité des entreprises piscicoles au Bénin.

En Vendée, c'est la fédération départementale des MFR qui, depuis les années 1990, a permis au Bénin de découvrir la formation par alternance, en contribuant à la création de cinq « MAFAR ». Aujourd'hui, ces structures constituent de véritables outils de lutte contre l'exode rural, en favorisant l'insertion des jeunes dans leur milieu et le développement local, par la mise en place de formations agricoles adaptées aux cultures locales. Le projet a aussi vu la réalisation de plusieurs sessions de formations in situ des acteurs vendéens des MFR, notamment les moniteurs. Enfin, il convient de souligner que ce partenariat est étroitement lié à la coopération décentralisée, elle aussi très active, entre le conseil départemental de Vendée et le Bénin.

Un cours dans une MAFAR béninoise

Source : www.formation-alternance-vendee.com

Ainsi, compte-tenu de ces liens, l'inscription de l'accueil de jeunes Béninois(e)s en services civiques internationaux, dans la dynamique existante depuis 2015 en Pays de la Loire autour de l'accueil de jeunes volontaires étrangers, est apparue comme une évidence.
Parallèlement, si la vocation de France Volontaires est d'appuyer les politiques nationales de volontariat dans ses zones d'implantation, la raison pour laquelle l'association a fait un travail important dans ce sens en Afrique de l'Ouest, réside dans le fait que les pays de cette zone se sont dotés d'agences sur le « modèle » de l'Agence française du service civique.
Des accords de partenariat ont donc été signés entre France Volontaires et ces agences, notamment celle du Bénin (Office béninois des services de volontariat, OBSV), dans le but de permettre le développement de missions de service civique en France.

C'est ainsi que Reine-Astrid au lycée de Luçon-Pétré, Taofic et Arsène au lycée du Haut-Anjou, Cyriaque et Boladé dans les MFR de Vendée, ont choisi d'effectuer durant cette année scolaire leur mission de service civique au coeur de l'enseignement agricole des Pays de la Loire. Et comme le montrent les accueils de jeunes volontaires étrangers depuis le début du partenariat entre France Volontaires et les acteurs de l'enseignement agricole ligérien, ces projets permettent d'apporter aux élèves une ouverture autre que sur l'Europe, et ainsi de les sensibiliser aux problématiques de la mondialisation, de favoriser le dialogue interculturel et l'échange de savoirs, de développer des échanges avec des structures du pays d'origine du ou de la jeune volontaire (établissements d'enseignement, associations...). Ce projet très concret sur le territoire ligérien, porté aussi par l'engagement exemplaire des jeunes comme des structures d'accueil, illustre les relations d'amitié entre le Bénin et la France, comme l'a montré la rencontre avec Monsieur l'Ambassadeur du Bénin, souhaitée par l'ambassade et co-organisée par la DRAAF.

Source : https://lpahautanjou.paysdelaloire.e-lyco.fr/actualites/

Au lycée agricole de Château-Gontier : Arsène a expérimenté l'utilisation de sédiments d'étangs piscicoles pour le maraîchage, et Taofic s'est intéressé aux possibilités offertes par les insectes pour l'alimentation des poissons d'élevage. Ils ont effectué leur mission sen bénéficiant du suivi bienveillant de leur tuteur, Arnaud Lefêvre, directeur de l'atelier technologique de pisciculture.

Source : https://www.facebook.com/AmbassadeBeninFrance/

À l'ambassade du Bénin, un épisode fort de la mission des jeunes volontaires en France. Au premier plan, auprès de Monsieur l'Ambassadeur, Reine-Astrid, qui était en mission au lycée de Luçon-Pétré. C'est la première fois que le LEGTA accueille une jeune en service civique. L'établissement a montré ses compétences sur ce type de projet, comme le prouve la satisfaction de la jeune volontaire quant au déroulement de sa mission, et la volonté de renouveler l'opération pour le lycée.

Photo. : Christian Leroy

En Vendée, durant un événement organisé par le Conseil départemental, Boladé et Cyriaque (ici au micro) sont interrogés au sujet du déroulement de leur mission par Hélène Crépeau, responsable du service relations internationales au sein de la collectivité. Présents en France durant 8 mois, ils ont été accompagnés par leur tuteur, Christian Leroy, chargé de mission à la fédération départementale des MFR.

Les relations de partenariat entre le Bénin et la France se traduisent aussi par des mobilités individuelles d'apprenant(e)s français dans le cadre de leur stage en entreprise. C'est le cas de Faustine, étudiante en BTSA Productions horticoles au lycée du Grand Blottereau, qui a effectué durant un mois son stage au sein de CREDI-ONG (dont nous avons parlé plus haut), à Zinvié, au nord de Cotonou. Elle y a rejoint trois autres stagiaires français, ainsi que les employés et stagiaires béninois déjà sur place, afin d'expérimenter des techniques de productions végétales en agroforesterie. Elle y a aussi découvert le travail agricole à la main, tel que le sol travaillé en surface uniquement à la houe. Son travail avait aussi une importante portée pédagogique : selon le principe soutenu par sa structure d'accueil, tout doit être reproductible pour les agriculteurs locaux. Faustine a ainsi été chargée – entre bien d'autres chantiers ! - de la rédaction de feuillets sur des pratiques agro-écologiques de bio-fertilisation, de lutte contre les ravageurs et de conservation des semences. Une expérience inoubliable pour elle, et sans aucun doute pour nous tous très riche d'enseignement pour montrer l'intérêt de l'entretien des coopérations Sud-Nord.

Camille et Margot, toutes deux elles aussi étudiantes en BTSA à l'IREO des Herbiers, sont parties dans le cadre du partenariat entre la fédération départementale des MFR de Vendée et leurs homologues du Bénin. Elles sont ainsi allées découvrir les réalités de centres de formation agricoles d'Afrique, dans les régions de Kétou et Abomey, localités situées dans le sud du pays. Le travail fut dense durant les deux mois que durèrent leur stage. Entre participation aux séquences de formations avec les stagiaires africains et travail dans les fermes alentours, les journées furent bien remplies : alimentation des volailles et lapins, fabrication du compost, semis du sésame, récolte du miel, etc.

Enfin, Guylain, Thomas et Sébastien, étudiants en BTSA Analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole à la MFR de Carquefou, ont pour leur part choisi le nord du Bénin, plus précisément la région de Materi, près de la frontière avec le Togo, pour faire leur stage. Eux aussi ont découvert les travaux agricoles d'un pays d'Afrique subsaharienne, avec ce qu'ils comportent comme difficultés (labour animal ou manuel, sécheresse…) et comme moments riches de rencontres et de découvertes. Ils ont été accompagnés dans leur démarche par l'association Materi-Pays de la Loire, qui travaille en collaboration étroite avec les institutions locales pour la promotion de l'éducation, la santé, l'agriculture et le développement durable.

Les jeunes volontaires internationaux et européens en mission dans les lycées agricoles et les MFR à la rencontre régionale du volontariat international

Source : www.reseau-espaces-volontariats.org

Christophe Ressiguier, chargé de mission territorial pour le Grand Ouest à France Volontaires, en compagnie d'Aarthy et Sudharma

L'importance que revêt désormais dans l'enseignement agricole des Pays de la Loire les actions d'accueil de jeunes volontaires étrangers au sein des établissements d'enseignement, fut bien visible lors de la rencontre régionale du volontariat international, brillamment organisée par nos collègues de la direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays de la Loire. L'événement s'est tenue en décembre 2017, à la Maison de l'Europe de Laval. Outre nos jeunes Béninois dont nous avons parlé précédemment, nous y avons croisé la nouvelle « promo » des jeunes volontaires Indiens des lycées agricoles de Laval et de Mayenne, représentée par Aarthy (Laval) et Sudharma (lycée Rochefeuille) ; mais aussi les six services volontaires européennes présentes cette année dans chaque MFR de la Sarthe. À noter que cet important projet est le fruit de la rencontre, dans le cadre de la plate-forme du comité régional de la mobilité des jeunes (COREMOB), entre les MFR et la Maison de l'Europe du Mans. Venues de Lettonie, de République Tchèque, d'Espagne, d'Italie et d'Allemagne, Monta, Tereza, Laura, Marie-Luise, Evita et Francesca ont fait vivre durant 10 mois les MFR sarthoises à l'heure européenne. Parmi les actions conduites, elles ont largement contribué au succès d'une journée régionale européenne sportive et culturelle, qui a eu lieu en avril 2018 à l'hippodrome de Sablé-sur-Sarthe. Ce projet a été une telle réussite qu'il sera reconduit à l'identique à partir de la rentrée scolaire 2018.

Source : www.europe-en-sarthe.eu

Les six jeunes SVE en mission au sein des MFR de la Sarthe

2017-2018 : une forte actualité européenne

Parmi des centaines d'événements #erasmusdays qui se sont tenus à travers toute l'Europe les 13 et 14 octobre 2017, une cinquantaine de participants issus de 30 lycées et collèges publics, de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole, se sont réunis au lycée Le Fresne d'Angers dans le cadre d'une journée conviviale de réflexion autour du thème : "Comment mieux valoriser les compétences en Erasmus+". L'événement s'est ouvert sur l'intervention de Corinne Lefay-Souloy, de l'agence nationale Erasmus+, qui a notamment mis l'accent sur les priorités du futur appel à projets, et les nouvelles orientations - très attendues - du programme accompagnant les projets de partenariats entre établissements européens. Puis c'est Marc Oberheiden, chargé de mission à la DGER (ministère de l'agriculture), qui a fait un focus sur la valorisation des compétences dans le cadre des mobilités des apprentis. Les participant(e)s se sont ensuite partagés en groupes pour échanger dans le cadre de différents ateliers. Souhaitons que ce riche moment de rencontre, proposé conjointement par le Rectorat et la DRAAF, soit reconduit dans la perspective de futurs événements #erasmusdays... ou autres ! Encore un grand merci à la délégation régionale à la formation continue de la DRAAF qui a accompagné la tenue de l'événement.

Séance de travail en commune entre enseignant(e)s de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole, sous le regard de Patricia Gace de Butler, déléguée académique aux relations européennes et à la coopération du Rectorat de Nantes.

Pour la deuxième année consécutive, la Maison de l'Europe de Nantes et la DRAAF se sont associées afin de proposer un événement dédié à l'enseignement professionnel et agricole dans le cadre de la Fête de l'Europe 2018. Un après-midi d'échanges autour de la formation et de l'alimentation en Europe, qui s'est déroulé le 17 mai 2018 à l'espace international Cosmopolis de Nantes. Au regard de la thématique choisie pour cette nouvelle édition de la Fête de l'Europe – la gastronomie – les organisateurs ont élargi l'invitation aux filières de la restauration et de l'hôtellerie. Cet événement a obtenu la labellisation « consultations citoyennes » car il a permis à des élèves, de personnels pédagogiques, des experts en alimentation et des membres de différentes organisations d'exprimer leur point de vue sur la formation et l'alimentation en Europe.

Un premier temps fut dédié aux témoignages d'établissements d'enseignement des filières agricoles, hôtellerie et restauration autour de leurs projets Erasmus+. Frédéric Borie, enseignant au lycée professionnel de Guérande, a ainsi mis en lumière un partenariat stratégique que l'établissement souhaite reconduire avec la Norvège et la République Tchèque, autour de la qualité nutritionnelle des produits issus de l'aquaculture afin de les promouvoir dans une alimentation saine et équilibrée pour les populations actuelles et futures.

L'après-midi s'est clôturée par une table ronde autour de la problématique liée à l'impact des politiques européennes dans notre assiette. Karine Daniel, économiste à l'École supérieure d'agriculture d'Angers, membre de la chaire « Mutations agricoles », et Marine Friant-Perrot, maître de conférence à la Faculté de Droit et de Sciences politiques de Nantes, spécialiste en droit de l'alimentation, nous ont éclairés par leurs différents point de vue. La discussion fut alimentée par les interventions d'élèves de la MFR de Carquefou et du lycée Saint-Clair de Derval.

L'actualité européenne de l'enseignement agricole des Pays de la Loire, c'est aussi l'accréditation par l'agence nationale Erasmus+, au printemps 2018, du projet de consortium interrégional *Agrisup Centre Pays de Loire*. Le projet consiste en un élargissement du consortium porté à ce jour en Centre Val de Loire par l'EPLEFPA Naturapolis de Châteauroux, au profit de trois établissements des Pays de la Loire : Laval, Le Mans et Fontenay-le-Comte. Il a vocation à financer des mobilités européennes d'étudiant(e)s de BTSA (lycée ou CFA) – mobilités d'études ou de stage – et des mobilités européennes de personnels qui interviennent en filières BTSA. En outre, une réflexion est engagée afin d'évaluer la possibilité de faire en sorte que le consortium constitue un vecteur de développement du supplément au diplôme, un des documents du portfolio EUROPASS. Ce supplément au diplôme pourrait ainsi être délivré à tous les étudiant(e)s de BTSA des huit établissements membres, dont celles et ceux qui n'auraient pas bénéficié d'une mobilité européenne.

Le consortium de Saint-Herblain, c'est fini. Et après ?…

Après 10 ans de portage par l'EPLEFPA Nantes terre Atlantique du plus important consortium national de l'enseignement agricole, la mise en réserve en 2017 du projet MOKACERT par l'agence Erasmus+ a eu pour conséquence de rendre inaccessibles à partir de 2018 les financements Erasmus+ aux apprenant(e)s et personnels qui en bénéficiaient au titre de ce consortium. L'inquiétude et le manque de visibilité suscités par cet événement ont été exprimés par plusieurs établissements, qui ont depuis l'automne dernier engagé une réflexion pour la création d'un consortium à l'échelle régionale.
Cette volonté des établissements au niveau des LEGTA et LPA a été rejointe par le réseau CFA-CFPPA, qui a exprimé son souhait de regrouper les CFA et CFPPA autour d'une démarche similaire, afin de développer la mobilité européenne des apprenti(e)s et stagiaires de la formation professionnelle continue. En effet, l'adhésion des EPLEFPA à un consortium au travers de chacun de ses centres apparaît comme une stratégie en cohérence avec les ambitions de l'enseignement agricole public ligérien, en termes de co-construction entre les acteurs de la formation initiale et continue, dans le cadre du développement de la mobilité européenne des apprenant(e)s et des personnels.
Consciente de ces enjeux, la DRAAF a décidé de consacrer une enveloppe budgétaire de 7 000 €, destinée au financement d'un prestataire qui accompagne actuellement les établissements dans l'écriture d'une demande d'accréditation en consortium auprès de l'agence nationale Erasmus+, dans la perspective d'un dépôt de candidature en février 2019.

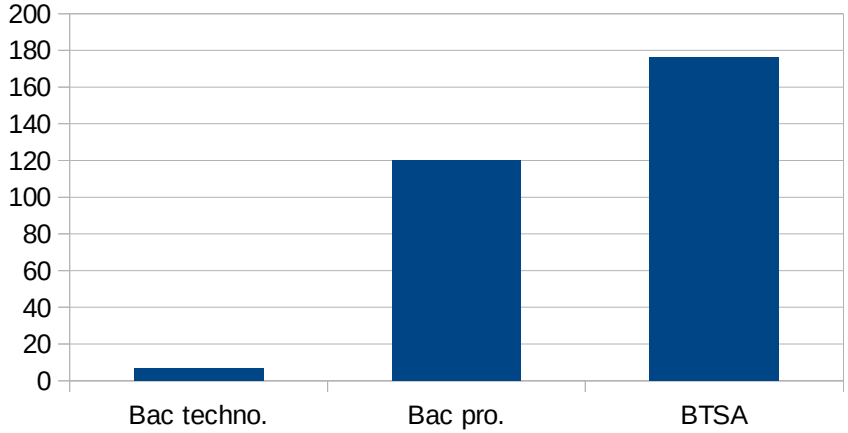
Chiffres des mobilités individuelles et collectives

Les mobilités du dispositif DRAAF « aide à la mobilité individuelle » (bourses de stage à l'étranger) : bilan 2017-2018

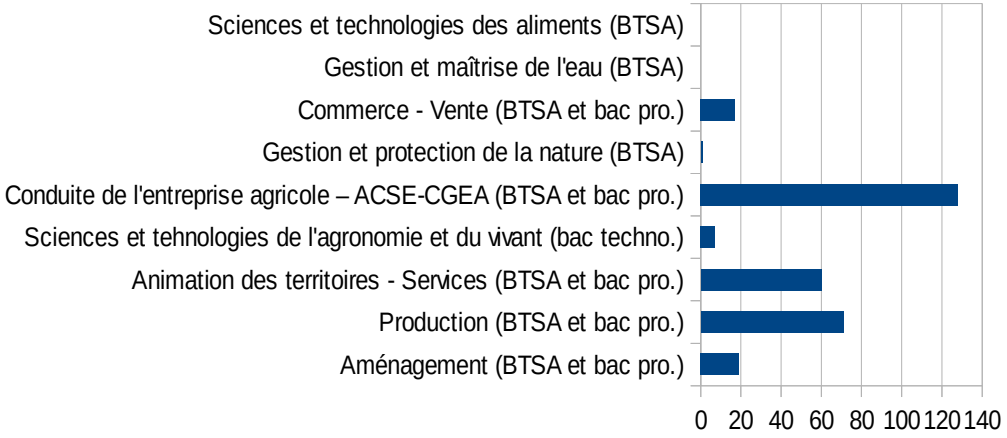
Montant total réparti : 83 459 €, pour un total de 303 bourses

Une augmentation de plus de 25 % des capacités budgétaires par rapport à l'exercice précédent a permis l'attribution de 60 aides supplémentaires, pour arriver à un total de 303 bourses de stage à l'étranger au titre de l'année 2018 (montant moyen par aide de 275 €). La durée moyenne des stages est de 5 semaines. Un total de 25 établissements ont émargé au dispositif : cela représente un quart des établissements des Pays de la Loire susceptibles d'y être éligibles, ce qui est très satisfaisant. Par ailleurs, on peut regretter une trop faible mobilisation des lycées et MFR pour solliciter les collectivités territoriales (Région et Départements) afin d'obtenir des cofinancements. Cependant, certains établissements mettent en place des actions en interne, organisées par les apprenant(e)s, afin de récolter des fonds et compléter les dotations. En outre, cette année, soulignons que plusieurs établissements ont puisé dans leurs fonds propres dans le même objectif, ce qui traduit une vraie volonté de promouvoir et soutenir les projets de mobilité individuelle auprès de leurs apprenant(e)s.

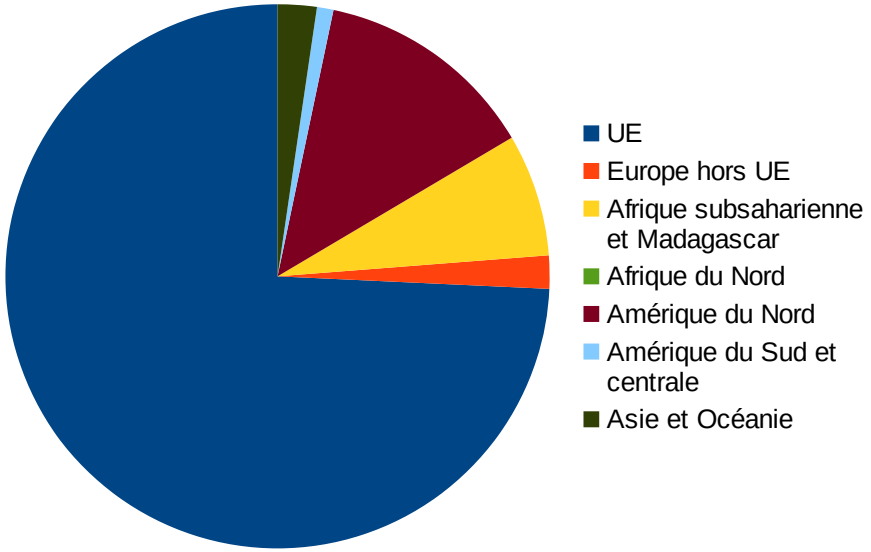
Les niveaux



Les filières



Les destinations



La surreprésentation des BTSA de faiblit pas – 176 aides accordées – mais passe malgré tout sous la barre des 60 %. Comme l'année dernière, certains établissements, émargeant de façon historique au dispositif, présentent une longue liste de candidats(e)s issu(e)s exclusivement du niveau III. Cela est aussi en corrélation étroite avec la grande importance des stages d'étudiant(e)s de BTSA inférieurs à 9 semaines (en majorité 4 à 6 semaines), durée qui interdit donc de capter des crédits européens via les chartes ECHE des établissements qui en disposent. En revanche, concernant le nombre d'aides versées à des apprenant(e)s inscrit(e)s en bac professionnel, nous nous réjouissons que sa part progresse encore en 2018, pour atteindre près de 40 % du total, en particulier grâce au dynamisme de la filière services de l'enseignement agricole privé (CNEAP et MFR) dans ce domaine.

En termes de filières, nous restons sur les tendances habituelles : le cursus CGEA-ACSE est de nouveau majoritaire (plus de 40 %), mais cette année encore, les filières production sont elles aussi bien présentes, tant en ce qui concerne les BTSA que les bac professionnels (près de 25 % des aides allouées). À l'inverse, on notera que le BTSA STA est cette année totalement absent de ces chiffres (les mobilités des étudiant(e)s de la région inscrit(e)s dans des cursus liés aux technologies des aliments concernent surtout des filières de niveau II, compte-tenu de la présence de l'École ONIRIS à Nantes).

Pour ce qui est des destinations, les mobilités au sein de l'UE sont encore plus importantes que l'année passée, avec 225 aides accordées en 2018 (75 % du total, soit une progression de 10 points par rapport à l'année dernière). Le nombre de projets à destination de l'Amérique du Nord est sensiblement identique à celui de 2017. Et nous avons à coeur de souligner le maintien des liens forts avec les partenaires de l'Afrique subsaharienne (Cameroun, Madagascar, et de plus en plus Bénin). En revanche, la dynamique perçue l'année dernière concernant les mobilités à destination de l'Inde ne s'est pas confirmée en 2018. Par ailleurs, si l'Afrique du Nord n'est elle non plus pas représentée en ce qui concerne les projets de mobilités individuelles d'apprenant(e)s, néanmoins, des mobilités collectives importantes ont eu lieu cette année à destination du Maroc.

Au-delà des aides à la mobilité allouées par la DRAAF, le nombre total de mobilités individuelles de l'enseignement agricole technique et supérieur concerne près de 600 apprenants en 2016-2017 (données HERMES, n'intégrant pas les mobilités les étudiant(e)s de niveaux II et I).

À ces chiffres s'ajoutent plus de 120 mobilités collectives (suivi SRFD et données HERMES) – voyages d'étude, stages collectifs, partenariats Erasmus+… –, dont 6 se sont déroulées hors Europe : Canada, Cameroun, Togo, États-Unis, et deux au Maroc, dont un chantier solidaire à Taliouine, regroupant une soixantaine d'apprentis du CFA de La Roche/Yon, dans le cadre du partenariat de l'EPLEFPA avec l'association Migrations et Développement. Au total, ces mobilités ont concerné plus de 2500 apprenant(e)s de l'enseignement agricole ligérien.

Les mobilités individuelles d'agents (hors accompagnement des mobilités collectives d'apprenants) concernent plus de 60 actions impliquant enseignants et/ou personnels de direction (données HERMES). Motifs de déplacement : rencontres dans le cadre d'un partenariat, formation continue (appels à projets E+ K101), séminaire ou salon, visites préparatoires. Les destinations sont majoritairement européennes (partenariats E+ issus des appels à projets K2). À noter que, dans le cadre du développement du consortium ERASMOVE du CNEAP, le nombre croissant de mobilités de formation et de mobilités « linguistiques » (K101 SCOL) traduit la volonté de considérer ce type de mobilités comme une priorité, au même titre que les mobilités apprenant(e)s. En ce sens, la délégation régionale du CNEAP porte désormais un consortium regroupant six lycées et orienté exclusivement vers les mobilités de personnels. Concernant les destinations hors-Europe, il convient de souligner que des agents des EPLEFPA de Château-Gontier et de La roche/Yon ont activement participé à une mission organisée par la DGER en Côte d'Ivoire, en novembre 2017. Parmi les objectifs de cette mission, il s'agissait d'évaluer les possibilités de mise en place d'échanges de jeunes volontaires en service civique international entre les deux pays.

Zoom sur Le réseau régional multi-acteurs ***Pays de la Loire Coopération internationale***

En 2015, le Conseil régional des Pays de la Loire a manifesté son intention de faire évoluer le réseau ALCID (Acteurs Ligériens de la Coopération internationale et du Développement), qu'elle finançait intégralement, vers une structure autonome, de type RRMA (réseau régional multi-acteurs). De statut associatif, « Pays de la Loire Coopération internationale » est désormais financé par des crédits régionaux, des crédits État (ministère de l'Europe et des affaires étrangères), et les cotisations de ses membres.
Ainsi, le nouveau réseau, dont l'assemblée générale constituante s'est tenue lieu le 28 juin 2018, a pour vocation de regrouper les acteurs régionaux qui travaillent sur les thématiques de coopération et de solidarité internationale : établissements d'enseignement, associations regroupées dans les CASI, collectivités, entreprises. Cette volonté de gouvernance partagée se retrouve dans la dénomination des quatre collèges rassemblés dans le réseau, et qui constituent les piliers de sa gouvernance. Précisons qu'il est aussi régi par une charte, qui affirme que le réseau a vocation à contribuer aux objectifs du développement durable.
L'enseignement agricole des Pays de la Loire a perçu l'intérêt d'être un participant actif de Pays de la Loire Coopération internationale : le réseau des EPLEFPA et la délégation régionale du CNEAP siègent au conseil d'administration au sein du collège « établissements d'enseignement ».

Lé réseau est en charge de quatre missions principales :
- mission d'identification ;
- mission d'information et de représentation ;
- mission d'appui aux porteurs de projets ;
- mission d'animation.

Il participe aussi à la coordination des actions dans les domaines de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et de la mobilité internationale des jeunes, en subsidiarité avec les acteurs régionaux déjà fortement engagés dans ces thématiques, en particulier le COREMOB pour ce qui concerne les sujets liés à la mobilité des jeunes.

Source : http://www.alcid.org

Remerciements au secrétariat général de la DRAAF, qui a offert son appui afin de permettre la production de ce document

Le
projet régional de
l'enseignement agricole
des Pays de la Loire
PREA
2018 >> 2022